



Nos vraies responsabilités dans le drame des noyés de mer du Nord

Le drame des 27 migrants noyés de Calais et Dunkerque nous laisse sans voix.

Sur les berges de notre région qui se proclame « terre d'accueil », 27 personnes sont mortes victimes de notre rejet. Morts d'avoir espéré une vie meilleure dans notre Euro région Kent-Nord-Pas de Calais.

Les pensées de la Fédération LDH du Nord sont d'abord pour les victimes : les 27 d'aujourd'hui mais aussi celles d'hier mortes dans un quasi silence. Pour les victimes potentielles pourchassées à Calais et Grande-Synthe.

Pour la LDH, les premières responsabilités sont celles d'un monde injuste et égoïste : Cette société nationale et internationale à deux vitesses où règnent les inégalités, les discriminations, l'exclusion, la répression des plus faibles.

La responsabilité des politiques est écrasante : absence de solidarité et de coopération internationale contre la misère, citadelles faites de murs et cernées de barbelés, acceptation de bidon-villes-ghettos, répressions, démantèlements et destruction des pauvres lieux d'asile où des femmes, des hommes et des enfants tentent de survivre aux portes de nos opulentes cités.

Tout est fait pour insécuriser les migrants plutôt que de se préoccuper de leur dignité et de leur santé.

En focalisant les responsabilités sur les seuls passeurs, le gouvernement français – Macron-Darmanin – tente de se dédouaner de sa propre responsabilité et faire oublier sa politique inhumaine et démagogique à l'égard des migrants.

La fédération du Nord de la LDH réclame une transformation totale des politiques d'accueil à l'échelon national et européen, une révision totale des accords franco-britanniques, un soutien sans faille aux associations d'accueil qui tentent de pallier les carences des gouvernements.

La dignité des migrants est le test de la dignité de nos sociétés développées.

FORUM DES LIBERTÉS LILLE

Ligue
des droits de
l'Homme

FONDÉE EN 1898



6 > 12.12.2021

5 TABLES RONDES, 4 CONFÉRENCES, UN VILLAGE ASSOCIATIF, UN CONCERT

Informations : site.ldh-france.org/lille/forum-des-libertes/

Nos partenaires :



Ils nous accueillent :



Avec l'aide de :



Mobilisons nous pour cette semaine de forum

Nous sommes entrés dans la dernière semaine avant l'ouverture de notre Forum des Libertés et chacun doit se mobiliser pour participer au maximum à la préparation et au débat des dix initiatives qui encadreront la Journée internationale des droits de l'Homme du 10 décembre.

Moments de réflexion et de mobilisations, chacune de ces rencontres sera l'occasion de réaffirmer notre engagement en

faveur des droits de l'Homme et de leur Universalité.

Forum au cœur de l'actualité des droits, il sera aussi pour nous l'occasion de penser aux réfugiés victimes de la Mer du Nord et de rappeler notre opposition totale aux politiques migratoires et au mépris des hommes développés par des gouvernements qui manient avec dextérité le mot Liberté pour le mieux fouler aux pieds dans la réalité concrète

Une semaine intense au Forum des libertés

6



Lundi 6 décembre 18 h00 – 20 h00

**Maison des Associations,
27 rue Jean Bart Lille
QUELLE LAICITE POUR LA FRANCE
avec Jean-Louis Bianco**

Partenariat Citéphilo
Animateur :
Gabriel Galvez-Béhar(LDH)

7



Mardi 7 décembre 18h00 – 20h00

**MRES, 5 rue Jules de Vics Lille(Fives)
DES LIBERTES ACADEMIQUES
EN DANGER ?
avec Michel Deneken**

Animateurs : Rémi Lefebvre
professeur et Zacharie Sadek, élu
étudiant (Université de Lille)

8



Mercredi 8 décembre 18h00 – 20h00

**Maison européenne des sciences de
l'Homme et de la société (MESHS),
2 rue des canonniers Lille
UNE SOCIETE DE LA VIGILANCE ?
avec Vanessa Codaccioni
avec le soutien
des Amis du Monde Diplomatique
Animatrice : Muriel Rueff
(Syndicat des avocats de France)**

9



Judi 9 décembre 18h00 – 20h00

**Espace Marx, 60 rue Roger Salengro
Lille (Fives)
EXPANSION OU REFLUX
DE LA SECURITE SOCIALE
avec Michaël Zemmour
en partenariat avec Politis
Animateur : Ludovic Finez SNJ– CGT**

10



Vendredi 10 décembre 18h00– 20h

**Salle Courmont, 2 rue Courmont
Lille (Moulins)
DANS : UN CONTEXTE D'OBSESSION
SECURITAIRE : UN DROIT D'ASILE ?
QUEL DROIT D'ASILE ?
avec Catherine Teitgen-Colly**

Animatrice Elodie Behaerel (Cimade)

10



BAL INTERCONTINENTAL DU TIRE-LAINE

DANS LE CADRE DU FORUM DES LIBERTÉS LILLE

Ligue
des droits de
l'Homme



VENDREDI, 20H30
10 DÉC. 2021

SALLE COURMONT, LILLE

Entrées gratuites et sans réservation, sous réserve de places disponibles et dans le respect des consignes sanitaires.



11



**Samedi 11 décembre Sciences Po
Lille, 9 rue Auguste Angellier**

**14 h : OUVERTURE
avec Malek Salemkour,
président national de la
Ligue des Droits de l'Homme**

11



14 h30 – 16 h30

**LES EXTREMES-DROITES EN FRANCE
BILANS ET PERSPECTIVES
avec Nicolas Lebourg
Partenariat avec
les Amis du Monde Diplomatique
Animateur : Christophe Boussebart
(LDH)**

11



17 h00 – 19 h00

**PRENDRE LA MESURE
DES DISCRIMINATIONSS.
UN ENJEU POUR LES LIBERTES
PUBLIQUES ET L'EGALITE
avec Julien Talpin
Partenariat Citéphilo.
Animation : Nathalie Séname et
Philippe Vervaecke (LDH)**

12



**Dimanche 12 décembre
Ecole Supérieure de Journalisme
90 rue Gauthier de Chatillon**

14 h30 – 16 h30

**LA MANIF EN CRISE
par Danielle Tartakowski
Partenariat Citéphilo
Animateur Cédric Passart (LDH)**

12



**17 h00 – 19 h00
LES DROITS
DE LA PERSONNE HUMAINE
SONT-ILS DIVISIBLES
ET SELECTIFS ?
avec François Héran
Partenariat Citéphilo
Animatrice : Emmanuelle
Jourdan-Chartier (LDH)**



Avec la Palestine

L'éducation, un droit fondamental de tous les Palestiniens Amitié Lille Naplouse en partenariat avec la Ligue des droits de l'Homme de Lille et les associations de la Plateforme des ONG Lilloises pour la Palestine ont organisé les 17 et 18 novembre à la salle du Gymnase, un ensemble d'événements liés à l'Education en Palestine dans le cadre du Festival des Solidarités internationales 2021.

- Exposition « Vivre et étudier en Palestine »
- Pièce de théâtre familiale « La clef d'Oum Salam »
- Table ronde : « L'éducation en Palestine »
- Jeux de rôle « Vivre la Palestine »
- Dégustation de produits palestiniens du commerce équitable
- Ciné débat « De Chatila, nous partirons »

La section a tenu une table de presse et a notamment présenté sa brochure actualisée « Palestine : 2 peuples 1 territoire » Histoire de la Palestine.

Cette actualisation tient compte notamment du mandat de Donald Trump, des décisions d'apartheid de la Knesset et des manifestations organisées par le Hamas.



Avec la participation de : AFPS, Artisans du Monde, ATTAC Amis du Monde Diplo, CRDTM, Cimade, MRAP, Terre Solidaire, PalMed, Fondation de Lille, Ville de Lille



La LDH de Lille est très liée avec la MRES (Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités) dont elle est membre depuis les premières années de sa création et où elle tient régulièrement ses permanences du jeudi.

Actions de novembre...



A l'occasion du 25 novembre, journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, la LDH a appelé à manifester partout en France, pour dire STOP aux violences sexistes et sexuelles

A Lille, nous avons appelé toutes celles et tous ceux qui veulent en finir avec les violences sexistes et sexuelles à descendre dans la rue le samedi 20 novembre.

Les mouvements féministes et leurs alliés les rappellent depuis des décennies. Les violences sexistes et sexuelles sont massives. Elles concernent l'ensemble de la société.

À quelques mois de la présidentielle, nous avons affirmé notre détermination à faire de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles une vraie priorité gouvernementale.



La section avait mandaté Gérard Minet à son assemblée générale, le 19 novembre. Participation et soutien d'autant plus nécessaires que la MRES traverse une période difficile : transfert de la rue Gosset vers un bâtiment moins vaste et partagé à Fives, réduction drastique des subventions municipales s'ajoutant aujourd'hui à celles de Xavier Bertrand dès son accession à la présidence de région et son soutien prioritaire aux chasseurs.

Période difficile mais le moral reste bon et les rapports d'activités ont été unanimement votés

En mémoire des 27 réfugiés noyés



Vendredi 26 novembre, à 18 heures, en dépit du court laps de mobilisation 150 personnes se sont réunies sur la dalle, place de la République à Lille et ont allumé des bougies en mémoire des 27 réfugiés noyés sur les berges de Calais Dunkerque alors qu'ils tentaient de rejoindre l'Angleterre.

Une importante délégation de la section de Lille était présente à ce rassemblement sans banderole dont l'objectif était de rendre hommage à ces inconnus venus d'ailleurs et morts inconnus à quelques kilomètres de nos côtes.

Le temps du recueillement

L'heure était donc au recueillement. Recueillement qui n'efface pas notre colère devant le désordre international, le mépris des personnes, l'aveuglement et la duplicité des politiques qui entendent réduire ce drame à un problème de répression policière contre des passeurs.

Les pratiques inhumaines d'exclusion et de répressions de gouvernants sans principes ne sont pas étrangères au désespoir de réfugiés qui se lancent dans d'audacieuses actions pour échapper à la misère et à l'indignité que leur imposent les bidonvilles ghetto et les opérations policières de démantèlements.

Patrick Tillie, ancien président national du SAF et membre de la Cimade a, dans une courte intervention donné le sens de ce rassemblement



Soutien LDH à Mimmo Lucano, coupable de solidarité



Mimmo Lucano, maire de Riace, petite ville calabraise, imagine à partir de 2004 un système d'accueil pour les réfugiés. Les maisons abandonnées depuis des années sont repeuplées.

Des centaines d'hommes et de femmes venus d'ailleurs peuvent reconstruire leurs familles et remettre en route l'économie de la cité. Une activité sociale renaît, les activités artisanales, culturelles reprennent, l'école rouvre. Riace revit. Ses actions sont saluées par le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU.

Mimmo Lucano

GRÂCE À EUX
COMMENT LES MIGRANTS
ONT SAUVÉ MON VILLAGE



L'humanité nous dicte
de les accueillir

BUCHET • CHASTEL

**Une action
saluée par le
Haut-Commissariat
aux réfugiés
de l'ONU**

En 2018, Mimmo est arrêté et placé en résidence surveillée sur ordre du ministre de l'Intérieur d'extrême droite, Matteo Salvini. Il est accusé d'avoir organisé des mariages de convenance pour aider des femmes déboutées du droit d'asile à rester en Italie. La justice reproche également à l'ex-édile de ne pas avoir fait d'appel d'offres pour la gestion des déchets du village et de l'avoir attribuée à des coopératives liées aux migrants. Le 30 septembre 2021, Mimmo Lucano est condamné à 13 ans de prison et à 500 000 euros d'amende pour « escroquerie, abus de biens sociaux, fraude aux dépens de l'État et aide à l'immigration clandestine ».

Une peine de 13 ans de prison à l'instigation du ministre d'extrême-droite

Nous sommes consternés tant par la qualification des faits que par l'extravagante sévérité de la peine, qui va bien au-delà des réquisitions du parquet. Comment en est-on arrivé là, alors que le tribunal a retenu qu'il ne s'était pas personnellement enrichi ? Les signataires de cet appel considèrent que cette condamnation purement politique a pour seul objet de dissuader ceux qui mettent en œuvre la solidarité avec les migrants.

Face au climat de montée des haines racistes et xénophobes que connaissent l'Italie, la France et bon nombre de pays européens, il est impérieux que ceux qui, comme cet élu, ont défendu les droits de l'homme les plus élémentaires et transformé un village mourant en lieu de vie, continuent à être salués pour leur action et leur courage plutôt que transformés en délinquants pour satisfaire l'extrême droite. Non, la solidarité n'est pas un délit.

Signez la pétition de soutien

Signer la pétition sur change.org
Contact : ibertepourmimmo@orange.fr !



Crise de la justice, cohésion sociale en danger

communiqué LDH
Trois mille magistrats et une centaine de greffiers ont publié un appel intitulé « Nous ne voulons plus d'une justice qui n'écoute pas et qui chronomètre tout ». La Ligue des droits de l'Homme (LDH) partage les vives préoccupations exprimées alors que la justice vit une crise profonde et ancienne. Les Etats généraux de la justice lancés par le gouvernement doivent entendre ces voix et les associer pleinement. (...)



Le manque criant de moyens dans la justice, le nombre notoirement insuffisant de greffiers, de juges (et pas les contractuels non formés, juges au rabais que promet le ministre de la Justice), a un impact immédiat sur leurs conditions de travail et, donc, sur la qualité de la justice. La longueur de la procédure peut avoir des conséquences très lourdes dans la vie du justiciable ou de sa famille. In fine, c'est la cohésion sociale qui est en danger.

C'est également tout l'environnement de la justice qui est en crise : les experts non payés et qui sont dès lors trop peu nombreux ; la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) qui est censée intervenir au civil pour les enfants en danger mais n'en a plus les moyens ; le service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) qui n'a pas le personnel suffisant, etc.

Le tout répressif avec la construction de nouvelles prisons, de nouveaux centres éducatifs fermés, absorbe les augmentations budgétaires sans résoudre aucunement les problèmes de délinquance, ni la surpopulation carcérale et, évidemment, sans améliorer les conditions de travail de tous les acteurs de la justice. Tous ces choix politiques aboutissent à un déni de justice.

Paris novembre 21

Préparation du Forum

Distribution de tracts le 1^{er} décembre.

Mercredi 1^{er} décembre est prévue une distribution de programmes du Forum aux habitants du quartier de Moulins sur le marché et un porte à porte à proximité de la Salle Courmont de 16 heures à 18 heures
Rassemblement à la porte de la salle



AMNESTY INTERNATIONAL



Contre la peine de mort

Le groupe de Lille d'Amnesty International vous invite à participer à une conférence-débat sur l'abolition de la peine de mort, le **vendredi 3 décembre à 18H** à la médiathèque Jean Lévy, rue Edouard Delesalle à Lille.

Thème: Le combat d'Amnesty International pour l'abolition universelle de la peine de mort : obstacles et défis

Participants : Cécile Coudriou, Présidente d'Amnesty International France, Dominique Lévy, Amnesty Nord- Pas de Calais - Somme, Catherine Morell-Sampol, adjointe au Maire et Jérôme Pianezza, élu municipal.



Vie de section

La réunion de Bureau du 16 novembre a été l'occasion de préciser et entériner des décisions mises en débat au cours de ces derniers mois et préparatoires à notre assemblée générale de janvier. En résumé :

1 – Accueil d'une volontaire civique

Après les entretiens menés par le Bureau de section, la candidature de Céleste Bernard a été retenue au poste de volontaire service civique. Nous lui donnerons la parole dans la Lettre de Janvier 2022

2 - Répondre aux sollicitations

Dans un souci de cohérence et de réalisme le bureau de section a décidé de ne répondre aux nombreuses sollicitations que quand l'objet de l'action correspond clairement aux missions et aux positions de la LDH nationale et locale.

Nous n'appelons à des initiatives que sur des textes à la rédaction de laquelle nous avons participé, ou dont nous avons débattu en section ou en Bureau.

Dans les cas contraires, nous appelons, s'il y a lieu, sur un texte qui nous est propre.

Nos permanences



En réunion de section de novembre, Roseline Tiset nous a rappelé que les permanences juridiques avaient repris à la MRES et qu'elles étaient très fréquentées actuellement. Le principe retenu est un accueil tout public avec des réorientations éventuelles quand la LDH considère que d'autres structures (syndicats, associations de locataires, avocats...) lui semblent plus indiquées ou compétentes.

De nouveaux accueillants sont souhaités et certains nous ont déjà rejoints. Ce qui implique la mise en place d'une formation juridique et d'accueil à mettre en place en interne. Une réunion globale du groupe de travail doit être mise en place pour la rentrée de janvier



3– Articulation interne

Les membres de la section sont ceux qui sont à jour de leur cotisation de l'année.

La réunion de section réunit les adhérents actifs, régulièrement présents. Elle décide des initiatives à prendre entre 2 assemblées générales

Le Bureau de section est l'instance de représentation de la LDH de Lille et l'instance décisionnelle en cas d'urgence. Il est composé d'un ou une président.e, un ou une secrétaire, un ou une trésorier.e et de membres (secrétaires ?) élus.e.s sur un projet de développement commun. Le Bureau peut inviter des responsables de groupes de travail ou des personnes extérieures pour éclairer ses prises de décision.

Le principe de remplacer l'intitulé réunion de bureau élargi par réunion de section est adopté et sera proposé à l'AG du 20 janvier à la MDA

Quand l'âge vient

Exposition de la Fédération du Nord

Après deux années de travail, la fédération du Nord vient de sortir son exposition «Quand l'âge vient » consacrée aux droits des seniors

Cette exposition fait d'abord le bilan du vieillissement en France, rappelle les principes de l'ONU et aborde les propositions du rapport Libault demandé par Macron, déposé au cours de l'été et repoussé aux calendes grecques par décision de septembre.

Cette exposition sera inaugurée à la mairie de Cambrai le 17 décembre. Elle pourra ensuite circuler dans l'ensemble du département et donc sur Lille



